

La farce du "Ségur de la santé"

Posté le : 23 juillet 2020 12:27 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale, Fiscalité

Lorsqu'une réforme de l'Etat est rendue nécessaire par un constat affligeant de carence ou d'abus administratifs, on confie le travail à ceux-là mêmes qui ont créé la situation. Il devient certain que rien ne changera vraiment et que, pire, le résultat sera une aggravation bureaucratique. Il faut toujours chercher dans les plans proposés, dont malheureusement la presse n'est saisie que de la partie émergée, la mesure clé qui permettra le tour de passe-passe. Elle est en général noyée dans un flot de bonnes intentions et conforme à l'idée de manœuvre qui plaît sur le moment. Quelques années plus tard seulement on découvre que la réforme a aggravé sensiblement la bureaucratie.

Les ARH puis les ARS avaient témoigné de ce mécanisme. Comme on l'a vu le Ministère de la santé cumule désormais près de 10 000 fonctionnaires, à 80% femmes catégorie A, ET à l'échelon central ET à l'échelon régional. Les hauts fonctionnaires avec le plan Juppé avaient réussi à détruire définitivement le pouvoir médical, liquider les « Mandarins » au nom d'une bonne gestion des « soignants », et à créer des milliers de postes de fonctionnaires très bien rémunérés à s'agiter et contraindre, sans aucune capacité médicale.

La grande question du Ségur était de savoir si on allait s'attaquer réellement à ce détournement de pouvoir, d'argent, de temps, d'efficacité. Nous avons la réponse. Non seulement on ne touche à rien mais on pense à tripler le système en créant des ADS, des agences départementales de la santé, « plus proche des réalités et répondant à la demande de plus de décentralisation ». Tous les ministres des finances savent qu'il faut éviter absolument de départementaliser une administration, parce que le multiplicateur est effarant : il y a 101 départements. Il faut un chef, et des sous-chefs par secteurs, des locaux, des ordinateurs, des employés, etc. Un foyer parkinsonien effarant et incontrôlable, chaque budget complétant la dotation départementale.

Comme pour la décentralisation régionale, qui n'a pas vu de baisse significative des effectifs centraux, mais une simple stagnation, la décentralisation départementale ne fera en rien baisser les effectifs des ARS. Mais on va recruter 5.000, puis X.000 personnes de plus pour doter les départements ! Pour les évaluations, prendre l'exemple du ministère de l'environnement dont la départementalisation a conduit à la création de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires locaux. Les effectifs totaux doivent aujourd'hui frôler les 57.000, partant de zéro, auxquels il faut ajouter ceux des dépendances directes des régions et des municipalités, des personnels de l'administration du littoral etc.

Dans 20 ans, à la prochaine crise, on se demandera comment on a pu laisser faire une pareille sottise. Mais ce sera trop tard : les fonctionnaires ne peuvent pas être licenciés. L'emploi à vie signifie l'erreur d'organisation administrative à vie.

Il faut donc s'élever furieusement contre les projets de d'agences départementales de la santé et exiger que l'on démantèle les ARS en supprimant les textes qui ont imposé de créer tellement de postes de bureaucrates, et en reclassant les fonctionnaires ailleurs ou en leur proposant une prime pour quitter la fonction publique.

Comme la représentation nationale est peuplée de fonctionnaires et l'Etat dirigé par un Président et un Premier Ministre énarques que la presse dépend des subventions d'Etat, que les journalistes se

veulent « de gauche » donc pro-fonctionnaire, que les partis d'opposition n'ont plus de têtes et encore moins d'opinions fermes, ce « combat furieux » n'aura pas lieu et le pays sera couillonné comme devant, dans le silence total des médias. Et son système de santé finira ruiné un peu plus. Et les finances nationales ruinées un peu plus. La santé n'a pas de prix mais les fonctionnaires inutiles en ont un. Inutile ? Mais oui. Il faut savoir qu'une ARS, comme la majorité des services de la fonction publique, travaille largement pour elle-même, en cycle fermé. Si le lecteur veut s'en convaincre, qu'il lise le compte-rendu des réunions avec les syndicats. Il sera édifié. Il n'y a aucun « populisme » à ce constat. Juste un peu de lecture !

Lorsqu'un débat aura lieu et qu'une personne raisonnable pensera qu'il faut réduire la dépense publique de santé, le pseudo journaliste perroquet chargé de l'interview dira : « Vous voulez encore vous en prendre aux infirmières. La leçon du Covid ne vous a pas éclairé ? ». Cette personne raisonnable ne saura rien répondre comme d'habitude parce qu'elle ne connaît pas la réalité administrative qui est généralement sinon cachée du moins assez difficile à reconstituer. S'il vient à éructer : « mais nous avons autant de fonctionnaires au ministère de la santé, de fonctionnaires dans les ARS, de fonctionnaires dans le ADS que de médecins généralistes, ce n'est pas possible », le journaliste détournera le débat en protestant qu'il devient trop technique et que cette manie de mettre en cause les fonctionnaires est du pur populisme.

C'est comme cela que fonctionne la France, sous domination de la haute fonction publique depuis 1974 et le couple Giscard-Chirac. La première réforme du système de santé français à mettre en œuvre, c'est la séparation entre la haute fonction publique et la politique, interdisant toute carrière politique à un Enarque sauf s'il a démissionné de son statut, et en ôtant les réformes organisationnelles des mains des bénéficiaires eux-mêmes de l'organisation fautive.